

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud

Perpignan, le 28/02/2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE PROVENCALE LA NAREDE

La Narède
66720 TAUTAVEL

Réf. : 2022-37-PR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2022 sur la carrière exploitée par la société PROVENCALE située au lieu-dit La Narède sur la commune de TAUTAVEL. L'inspection a été annoncée le 04/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 7 ans (dernière visite le 18/11/2015).

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les thèmes retenus pour cette inspection sont la vérification du phasage d'exploitation et l'action nationale sur la gestion des déchets résultant de l'exploitation.

Le référentiel d'inspection utilisé est l'arrêté préfectoral du 12/05/2005 et l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux carrières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE PROVENCALE LA NAREDE
- La Narède 66720 TAUTAVEL
- Code AIOT dans GUN : 0006601519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Cette carrière a été autorisée initialement par l'arrêté préfectoral du 14/11/1973.

Cette autorisation a été renouvelée :

- pour une durée de 20 ans par l'arrêté du 27/06/1984.
- puis pour une durée de 30 ans par l'arrêté du 12/05/2005.

Ce dernier arrêté constitue l'acte administratif de référence.

Cette carrière porte sur une surface totale de 33,4 ha, une durée de 30 ans (soit jusqu'en 2035) et une production maximale annuelle de 420.000 tonnes.

L'exploitation de cette carrière de roche massive s'effectue en phase descendante et conduit à la

confection de gradins successifs. Les matériaux sont abattus à l'aide d'explosifs, triés, repris à la pelle hydraulique avant d'être chargés dans des tombereaux qui les transportent jusqu'à l'installation de traitement de matériaux qui se situe sur le site de la carrière de Montpins sur la commune d'Espira-de-l'Agly, à plus de 4 km du site de la Narède. La piste reliant les deux sites a été revêtue d'enrobée.

La société est spécialisée dans la fabrication de charges minérales au carbonate de calcium. Le produit à destination de l'usine doit avoir une blancheur constante, aussi l'exploitant doit procéder à des mélanges pour obtenir la blancheur désirée. Les produits blancs des diverses carrières de la société sont ainsi prétraités dans l'installation de broyage concassage criblage de la carrière de Montpins et sont ensuite élaborés à l'usine de la société située également à Espira de l'Agly, en limite de Cases-de-Pène, à environ 10 km de la carrière.

Il n'y a pas de personnel permanent qui travaille sur le site de la Narède. Cette carrière est exploitée en liaison avec les autres sites de la société PROVENCALE et en fonction des besoins en qualité de matériaux. Le personnel est donc affecté sur ce site au cas par cas (conducteur de pelle, conducteurs de tombereau, foreur, mineur...)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle (PC)	Référence réglementaire	Propositions de suites
PC14-Réalisation de l'audit des prescriptions tous les 3 ans	AP du 12/05/2005, article 32	Mise en demeure, respect de prescription
PC16-Respect du phasage d'exploitation	AP du 12/05/2005, article 55	Mise en demeure, respect de prescription
PC17-Respect du périmètre d'exploitation	AP du 12/05/2005, article 1	Mise en demeure, respect de prescription

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
PC2-Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
PC3-Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
PC7-Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
PC8-Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
PC9-Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
PC10-Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
PC11-Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
PC12-Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.2
PC13-Actualisation du montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 12
PC15-Réalisation du rapport annuel de sécurité-environnement	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 33

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
PC1-Existence d'une installation de gestion de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
PC4-Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
PC5-Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
PC6-Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 3 faits non-conformes, 10 faits susceptibles de suites ont été relevés. Ces faits sont récapitulés dans les fiches de constats figurant au rapport.

2-4) Fiches de constats

2-4-1) Fiches de constats sans proposition de suite

Nom du point de contrôle : PC1-Existence d'une installation de gestion de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitation de la carrière de la Narède génère d'importantes quantités de matériaux non utilisables pour la production industrielle qui sont utilisés pour la remise en état du site et l'aménagement des pistes ou valorisés en tant que granulats. La PROVENCALE précise que ces matériaux déplacés pour atteindre le minerai, sont stockés de manière temporaire sur 4 verses et utilisés et/ou valorisés par campagne en fonction des besoins. Ces matériaux sont susceptibles d'être stockés sur une période supérieure à 3 ans. Ces produits qui sont des roches calcaires altérées sont considérés comme des déchets inertes au sens de l'annexe I de l'arrêté du 22/09/1994 en ce sens qu'ils : <ul style="list-style-type: none">• ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;• ne présentent pas une teneur en soufre ;• ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ;• ne contiennent pas de substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC4-Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : La PROVENCALE précise que les chauffeurs des tombereaux doivent identifier sur leur carnet de bord journalier toutes les opérations effectuées ; zone de chargement et destination des produits (stock, réaménagement, verses). Ces carnets de bord sont ensuite repris dans un tableur Excell ce qui permet de suivre les quantités et les mouvements de produits. A la demande de l'inspection, la PROVENCALE présente en séance des exemples de carnet de bord renseigné et le fichier Excell qui fait office de registre de suivi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC5-Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : La PROVENCALE présente le plan orthophoto de janvier 2022, avec la couche identifiant les différentes verses (brut d'abatage, 0/50 ou 0/80 scalpé) et les zones de dépôt temporaire avant valorisation TP ou retraitement et les zones de dépôt permanent (remodelage et réaménagement). La visite de terrain a permis de vérifier par sondage la cohérence entre la situation de terrain et les informations du plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC6-Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : La PROVENCALE présente le plan de gestion des déchets initial établi suite à la mise en place de cette obligation par l'arrêté ministériel du 19/04/2010 et la mise à jour de ce plan du 21/02/2022 à l'occasion de la présente inspection. L'inspection rappelle que le PGD doit être révisé par l'exploitant au minimum tous les cinq ans et que cette obligation pourrait utilement être rappelée dans le rapport annuel d'activité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

2-4-2) Fiches de constats avec la proposition "susceptible de suite "

Nom du point de contrôle : PC2-Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Cf point de contrôle PC1 : Les déchets inertes sont soit utilisés à des fins de remise en état et d'aménagement soit mis en verses. D'après la dernière mise à jour du plan du site de janvier 2022, les hauteurs des 4 verses sont d'environ 3m, 7m, 16m et 11m. L'étude des dangers jointe au dossier de 2003 n'a pas examinée la problématique de stabilité. Au cours de la visite, l'inspection n'a pas relevé de risque particulier d'instabilité ni d'enjeu vulnérable en aval de ces verses ou des zones de dépôt. Cette absence de risque ne peut toutefois pas être justifiée sur la base d'une étude géotechnique. Écart à corriger : Il appartient à l'exploitant de justifier l'absence de risque de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : PC3-Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Cf point de contrôle PC2. Au cours de la visite l'inspection n'a pas relevé de risque particulier d'instabilité ni d'enjeu vulnérable en aval des verses et des zones de dépôt. Il appartient à l'exploitant de justifier l'absence de risque de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes. La visite a été réalisée par un jour de forte tramontane où il n'a pas été constaté d'envol particulier sur les verses. Les verses se situent en aval de la fosse principale de la carrière utilisée comme bassin de décantation. La PROVENCALE précise que les eaux de ruissellement sur cette partie basse de la carrière, qui n'est pas reliée à un bassin de décantation des eaux pluviales, s'écoulent vers le site de NOBELCLAD et se décantent sur un point bas. Écart à corriger : La PROVENCALE doit justifier des conditions de gestion des écoulements des eaux pluviales et de l'absence de risque de pollution par entraînement de matériaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : PC7-Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Le §3 du PGD donne une caractérisation des déchets et des quantités totales estimées (terres végétales : 70 kt, matériaux de découvertes : 5 Mt, résidus de traitement : 210 kt). Écart à corriger : La PROVENCALE doit compléter le PGD afin de préciser les lieux de stockage de ces matériaux et les quantités en cohérence avec l'estimation totale des tonnages qui seront stockées définitivement durant la période d'exploitation. La note de calcul mentionnée au §3 doit être jointe au PGD.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : PC8-Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Le §4 du PGD donne des informations sur l'origine des déchets et traitements. L'inspection note des incohérences entre les éléments du §4 et la description du mode de gestion faite en séance (mise en dépôt temporaire sur différentes verses et réutilisation en fonction des besoins...).
Écart à corriger : La PROVENCALE doit compléter le PGD afin de préciser le mode de fonctionnement du site pour la gestion des déchets à savoir la mise en dépôt temporaire et la reprise ultérieure des matériaux en fonction des besoins. Les déchets mentionnés doivent être mentionnés sur le plan de localisation qui doit être joint au PGD.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : PC9-Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Voir point de contrôle précédent. Le § 5 du PGD précise les impacts sur l'environnement et la santé et les moyens de prévention. Écart à corriger : Pour l'eau, le PGD doit préciser les mesures de prévention qui étaient prévues d'être mises en œuvre en conclusion des études d'incidences évoquées et jointes au dossier de demande d'autorisation de 2003 et justifier l'effectivité et la suffisance de ces mesures. Pour l'air, le PGD doit préciser les mesures mis en place, en particulier la vitesse de vent retenue au-delà de laquelle les opérations de manipulation des produits sont interrompues et les dispositions spécifiques en fonction de la granulométrie des déchets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : PC10-Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Le §8 du PGD précise les mesures de contrôle et surveillance, ces mesures sont très vagues et non spécifiques à la carrière de la Narède. Écart à corriger : Le PGD doit être complété en précisant les procédures de contrôle et surveillance en lien avec les impacts sur la stabilité et l'environnement identifiés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : PC11-Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le PGD n'évoque pas les conditions de remise en état des zones de stockage des déchets. Écart à corriger : Le PGD doit contenir le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : PC12-Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer que les installations « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux. L'exploitant doit procéder, si l'étude d'impact en montre la nécessité, au traitement et au recyclage des eaux de ruissellement des installations de stockage des déchets et des terres non polluées.
Constats : Cf points de contrôle PC3 Écart à corriger : Le PGD doit rappeler les mesures de prévention prévues dans l'étude d'impact pour ce qui concerne la gestion des eaux et justifier l'effectivité et la suffisance de ces mesures.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : PC13-Actualisation du montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 12
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : [...] Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à l'établissement du montant des garanties financières pour la remise en état des sites d'exploitation de carrières, le montant indiqué dans le tableau ci-dessus doit être actualisé à partir de la deuxième période, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel susvisé. l'indice TP01 de référence étant celui de juin 2004, soit : 5071 [...]
Constats : Le montant de la garantie financière pour la période en cours (phase 4), mentionnée dans l'autorisation est de 474 k€. Le montant de l'acte de cautionnement en vigueur est de 683.316,69 €. L'échéance de la période quinquennale et de l'acte de cautionnement en cours est le 12/05/2025. Le rapport annuel compare la valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul des garanties : (111.5, valeur pour juillet 2019 publiée au JO le 19/10/2019) par rapport à l'indice en cours (117.5, valeur pour octobre 2021 publiée au JO le 19/01/2022) et le % d'augmentation (+ 5.4 % par rapport à l'indice TP01 de 2019 soit < à 15 %) L'exploitant ne peut justifier du calcul de la mise à jour du montant de la GF par rapport au montant de l'AP. L'exploitant indique que ce calcul est réalisé par l'organisme de cautionnement (BPI France). <u>Écart à corriger :</u> L'exploitant doit justifier de la mise à jour du calcul des GF sur la base de la formule figurant à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31/05/2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des GF. Cette justification doit normalement être jointe au document attestant du renouvellement des GF. A noter que le calcul du montant devra également être mis à jour en liaison avec la mise à jour du plan de phasage (cf point de contrôle suivant).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : PC15-Réalisation du rapport annuel de sécurité-environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 33
Thème(s) : Autre, Rapport annuel sécurité environnement
Prescription contrôlée : Un rapport de synthèse concernant le domaine sécurité-environnement est établi chaque année par le ou les responsables sécurité-environnement à l'intention du directeur de l'établissement (dans le cas où la fonction de responsable sécurité-environnement est déléguée même partiellement). Ce rapport argumenté comportant chiffres, schémas et diagrammes comporte : <ul style="list-style-type: none">-les vérifications de conformité et leurs conclusions ;-les enregistrements effectués sur les différents indicateurs de suivis ;-les renseignements importants pour la sécurité-environnement, tels que les dépassements de norme, de rejet et le traitement de ces anomalies,-les résultats des tests, des exercices, du suivi des espèces protégés-la prise en compte du retour d'expérience des incidents, accidents et alarmes survenus dans l'établissement ou sur d'autres sites similaires.-le point de l'avancement des travaux programmés, phasage d'exploitation, ... Ce rapport doit être annuellement transmis, au plus tard le 1er février, pour les données de l'année précédente à l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant transmet annuellement à l'inspection le rapport sécurité environnement. Le rapport de suivi annuel 2021 a été adressé en préparation à la présente inspection. Ce rapport ne comprend pas l'ensemble des points mentionnés à l'article 33 et en particulier : <ul style="list-style-type: none">• les enregistrements sur les différents indicateurs de suivis prévus par les référentiels réglementaires (AP du 12/05/2005 et AM du 22/09/1994),• le résultat du suivi des espèces protégées,• l'état d'avancement au regard du phasage d'exploitation... Écart à corriger : Le rapport annuel doit être complété en reprenant les exigences de l'article 33, l'objectif étant de s'assurer que les différentes demandes réglementaires sont respectées tout au long de l'exploitation de la carrière.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

2-4-3) Fiches de constats avec proposition de suite

Nom du point de contrôle : PC14-Réalisation de l'audit des prescriptions tous les 3 ans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 32
Thème(s) : Autre, Audit environnement
Prescription contrôlée : Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée. Tous les trois ans cette vérification est effectuée par un auditeur compétent et indépendant de l'établissement. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. Tous les trois ans à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera réaliser une étude d'incidence faune flore par un expert qualifié. Ce rapport sera joint aux documents à transmettre à l'inspection des installations classées.
Constats : <i>Audit environnement :</i> L'exploitant indique qu'un seul audit des prescriptions a été réalisé en interne le 25/05/2005. <u>Écart à corriger</u> : La PROVENCALE doit réaliser l'audit des prescriptions réglementaires applicables par un auditeur externe. Cet audit doit porter également sur les principales prescriptions résultant des arrêtés nationaux en particulier l'AM du 22/09/1994. Les écarts constatés doivent faire l'objet d'un plan d'action. <i>Étude d'incidence faune flore :</i> L'exploitant a transmis en préparation à l'inspection le « Document d'évaluation des incidences au regard des objectifs de conservation du site natura 2000 ZPS des basses Corbières dans le cadre de la demande d'extension de 4 concessions (Narede, Montpins, Nau-bouques et la Feyche) ». Ce document n'a pas fait l'objet des mises à jour . L'exploitant présente le rapport sur le suivi biodiversité 2019 réalisé par BIOTOPE en décembre 2019, qui concerne les 3 sites et qui compare les résultats avec les relevés de 2016. L'inspection rappelle la périodicité de 3 ans et que le rapport annuel « sécurité environnement » doit évoquer ces suivis, les conclusions et les mesures correctives éventuelles mises en place pour tenir compte du suivi réalisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : PC16-Respect du phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 55
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des législations et réglementations applicables, l'exploitation se déroulera suivant six phases, conformément aux dispositions décrites dans le dossier de demande, ainsi qu'aux dispositions particulières énoncées ci-après. L'exploitation et la réhabilitation doivent être conduites de façon à : <ul style="list-style-type: none">• limiter à tout moment l'étendue et l'impact sur l'environnement ;• permettre la mise au point de la méthode optimale de réhabilitation choix de (matériaux, essences végétales, sols,...). L'importance des extractions, des surfaces à impact visuel doivent rester limitée en toutes circonstances aux valeurs définies dans les plans prévisionnels d'exploitation et de remise en état.
Constats : Le respect du phasage a fait l'objet d'un constat d'écart lors de l'inspection du 09/01/2013 et du 18/11/2015. En effet suite : <ul style="list-style-type: none">• aux incertitudes sur la connaissance morphologique du gisement lors de l'élaboration du phasage d'exploitation en 2003,• à l'annulation de l'autorisation de dérogation pour destruction d'espèces protégées sur la carrière Nau-Bouques conduisant à modifier la répartition des extractions entre les sites, l'exploitant a modifié son phasage d'exploitation. Suite à ce constat d'écart la société PROVENCALE s'est engagée à finaliser la mise à jour du phasage d'exploitation avant la fin du premier trimestre 2016 et demander une mise à jour de son arrêté d'autorisation. Cet engagement n'a pas été tenu. L'exploitant a remis en préparation à l'inspection un document présentant les écarts entre le plan de phasage et la situation du site qui confirme que le phasage initial a été décalé mais que le plan global sur la durée de vie du site est respecté. <u>Écart à corriger :</u> La société PROVENCAL doit déposer un porter à connaissance justifiant les écarts du plan de phasage, analysant les incidences environnementales et sur le calcul des garanties financières et demandant la modification de l'arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : PC17 - Respect du périmètre d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 1
Thème(s) : Autre, Périmètre d'exploitation
Prescription contrôlée : 1-1 : La Société PROVENCALE SA [...] est autorisée : - à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaires blancs sur le territoire de la commune de TAUTAVEL (66), d'une surface de 33,4 ha et une production maximale de 420000 tonnes par an; - à exploiter une station de transit de produits minéraux solides, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant supérieure à 75 000 m3. [...] 1-3 : Il est sursis à statuer pour la partie extension de la demande, située en zone ND du document d'urbanisme de la commune de TAUTAVEL (66) aux lieux dits La Narède et Coum d'en Matheu, sur partie des parcelles n°108, 109, 112, section A, zone qui n'était pas incluse dans l'arrêté préfectoral en date du 27/06/1984 susvisé. Le sursis à statuer est valable jusqu'à l'approbation des modifications requises des documents d'urbanisme de la commune de TAUTAVEL. Pendant un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté, l'instruction de la demande pourra le cas échéant être reprise sur confirmation de son maintien par le pétitionnaire dès l'intervention des décisions susvisées.
Constats : Le plan d'exploitation fait apparaître les périmètres de l'autorisation pour la surface de 33,4 ha et le périmètre de l'autorisation demandée et qui a fait l'objet du sursis à exécution. La PROVENCALE indique que le PLU de la commune de TAUTAVEL a été rendu compatible avec l'activité exercée mais l'arrêté préfectoral n'a pas entériné cette situation. La lecture du plan d'exploitation fait ressortir que les verses, utilisées comme zone de transit de minéraux sont situées sur les parcelles ayant fait l'objet du sursis à exécution. <u>Écart à corriger :</u> La société PROVENCAL doit régulariser la situation de l'activité de transit de minéraux réalisée en dehors du périmètre autorisé ou arrêté l'activité sur ces zones et remettre en état les terrains.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Réponse de l'exploitant :